

TRANSFORMATION DIGITALE ET ODD

BURKINA FASO

Analyse de la
Performance Pays





Burkina Faso : Le Gouvernement Numérique comme Levier d'Accélération des Objectifs de Développement Durable

Table des matières

Burkina Faso : Le Gouvernement Numérique comme Levier d'Accélération des Objectifs de Développement Durable	1
Résumé Exécutif.....	3
Performance Globale.....	3
Impact sur les ODD.....	4
Recommandations Clés	4
1. Introduction.....	5
1.1. Contexte National et Justification de l'Analyse	5
1.2. Objectifs du Rapport	5
1.3. Méthodologie	6
2. Le Cadre Stratégique et Institutionnel de la Transformation Numérique	8
2.1. Vision, Stratégie Nationale et Leadership	8
2.2. Gouvernance et Coordination.....	8
2.3. Cadre Légal et Réglementaire	9
2.4. Partenariats et Écosystème	10
3. Les Piliers Fondamentaux de la Numérisation.....	11
3.1. Infrastructure et Connectivité	11
3.2. Capital Humain et Compétences Numériques	12
3.3. Financement de la Transformation Numérique	12
4. Analyse de la Performance du Gouvernement Numérique	13
4.1. Prestation de Services Publics en Ligne (e-Services).....	13
4.2. Participation Citoyenne et Gouvernement Ouvert (e-Participation)	13
4.3. Efficacité de l'Administration Interne (e-Administration).....	14
5. Impact de la Transformation Numérique sur les ODD	15



5.1. Inclusion Sociale et Économique (ODD 1, 5, 8, 10)	15
5.2. Développement du Capital Humain (ODD 3, 4)	15
5.3. Gouvernance, Paix et Justice (ODD 16)	16
5.4. Infrastructures Durables et Innovation (ODD 9)	16
5.5. Action Climatique et Environnement (ODD 13, 15)	17
6. Analyse SWOT et Recommandations Stratégiques	17
6.1. Analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces)	17
6.2. Recommandations pour le Gouvernement	19
6.3. Recommandations pour les Partenaires au Développement	20
7. Conclusion.....	22
Annexes	23

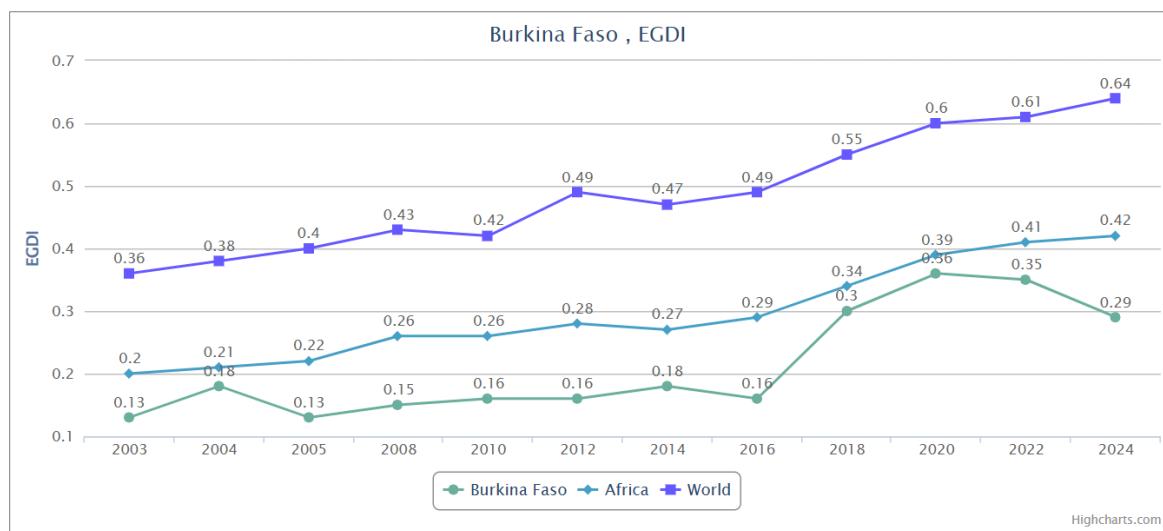


Résumé Exécutif

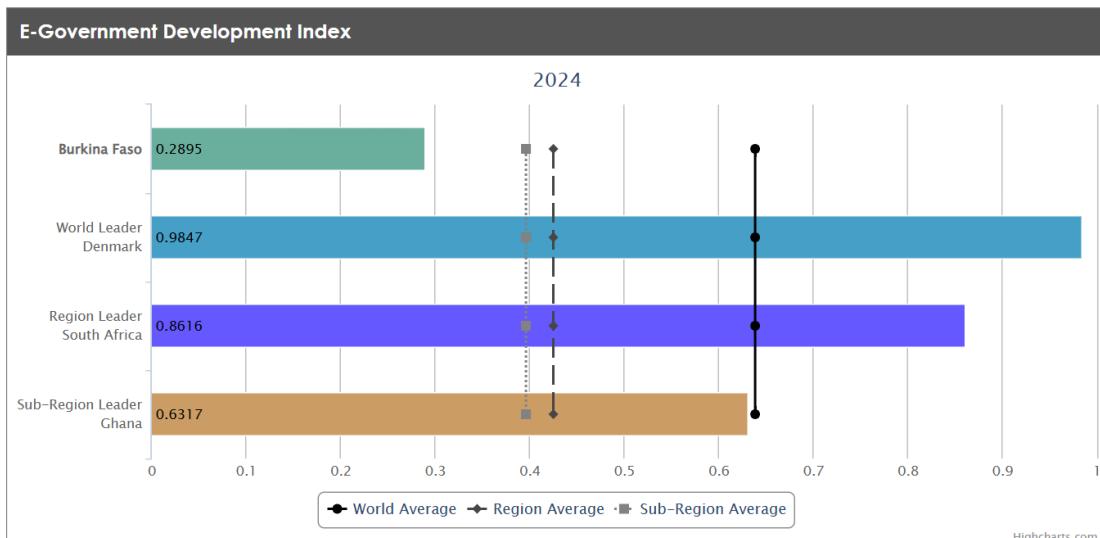
Ce rapport d'analyse évalue la maturité du gouvernement numérique au Burkina Faso et son rôle comme accélérateur pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Face à un contexte national marqué par des défis sécuritaires, humanitaires et socio-économiques profonds, la transformation numérique représente un levier stratégique pour renforcer la résilience de l'État, améliorer la prestation des services publics et promouvoir un développement inclusif et durable.

Performance Globale

La performance du Burkina Faso en matière de gouvernement numérique révèle une situation contrastée. Selon l'Indice de Développement de l'E-Gouvernement (EGDI) 2024 des Nations Unies, le pays obtient un score de 0.2895, le classant au 175ème rang sur 193 pays.¹ Ce positionnement, bien que le plaçant dans la catégorie "intermédiaire" (Middle EGDI), marque une régression par rapport à son classement de 2022 (166ème).¹ L'analyse comparative met en évidence un retard significatif par rapport à la moyenne de l'Afrique de l'Ouest et à des pays voisins comme la Côte d'Ivoire (124ème) et le Sénégal (135ème).² La décomposition de l'indice montre que le principal goulot d'étranglement réside dans le faible niveau du capital humain, un défi structurel qui freine l'adoption et l'utilisation efficaces des technologies numériques.



Sources : Données des Nations Unies, E-Government Survey 2024.¹



Sources : Données des Nations Unies, E-Government Survey 2024.¹

Impact sur les ODD

Malgré ces défis, la transformation numérique a généré des impacts positifs tangibles sur plusieurs ODD prioritaires. Dans le domaine de la gouvernance (ODD 16), des initiatives de numérisation des services d'état civil ont permis de réduire les délais de délivrance de documents de une semaine à 24 heures dans certaines communes, améliorant l'accès des citoyens à une identité juridique.³ En matière de santé (ODD 3) et d'éducation (ODD 4), des plateformes comme "Prevemtic"⁴ pour la prévention sanitaire et le portail "Faso e-education" pour la continuité pédagogique démontrent le potentiel du numérique pour renforcer le capital humain.⁵ Par ailleurs, l'essor des services financiers mobiles contribue de manière significative à l'inclusion financière et économique (ODD 1, 8, 10), en particulier pour les femmes et les populations rurales.⁶

Recommandations Clés

Pour libérer le plein potentiel du numérique, ce rapport formule des recommandations stratégiques prioritaires à l'attention du gouvernement du Burkina Faso et de ses partenaires. Celles-ci s'articulent autour de trois axes principaux :

- 1. Investir massivement dans le capital humain :** Lancer un programme national d'envergure pour la littératie numérique de la population, des agents publics et intégrer les compétences numériques à tous les niveaux du système éducatif.
- 2. Accélérer la réduction de la fracture numérique :** Prioriser le déploiement d'infrastructures de connectivité de qualité, abordables et fiables dans les zones rurales, mal desservies et affectées par les conflits, en passant d'une logique d'accès à une logique de qualité de service.
- 3. Renforcer la confiance et l'écosystème numérique :** Assurer la mise en œuvre effective du cadre réglementaire modernisé (protection des données, cybersécurité) en renforçant les capacités des organes de régulation et en instaurant un environnement propice à l'innovation et



à l'émergence des startups.

1. Introduction

1.1. Contexte National et Justification de l'Analyse

Le Burkina Faso traverse une période critique de son histoire, caractérisée par une "polycrise" aux dimensions sécuritaire, humanitaire, politique et socio-économique. Plus de 40 % de sa population vit en dessous du seuil national de pauvreté, et le pays se classe au 186ème rang sur 193 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH) 2024-2025.⁸ L'avancement vers les ODD est également préoccupant, avec un score de 52.45 sur 100, plaçant le pays à la 155ème position sur 166.⁹ Cette situation est exacerbée par une crise sécuritaire qui a entraîné le déplacement de près de deux millions de personnes et laissé environ 40 % du territoire hors du contrôle effectif de l'État.¹⁰

Dans ce contexte de fragilité extrême, la continuité de l'État et la prestation des services essentiels aux populations sont mises à rude épreuve. La transformation numérique du secteur public n'est donc pas une option, mais une nécessité stratégique. Elle offre des opportunités uniques pour renforcer la résilience des institutions, maintenir le lien entre l'État et les citoyens, optimiser la gestion des ressources publiques et fournir des services vitaux (éducation, santé, protection sociale) de manière innovante, notamment aux populations déplacées et isolées. Cette analyse se justifie par la conviction que, malgré les défis, le gouvernement numérique peut être un puissant levier pour inverser les tendances négatives et accélérer les progrès vers l'Agenda 2030.

1.2. Objectifs du Rapport

Ce rapport poursuit trois objectifs principaux :

- Évaluer la performance du gouvernement numérique :** Fournir une évaluation factuelle et analytique de la maturité numérique du Burkina Faso, en s'appuyant sur des indicateurs internationaux et des données nationales pour identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces (analyse SWOT).
- Analysier l'impact sur les ODD :** Démontrer, par des exemples concrets, les mécanismes par lesquels les initiatives numériques contribuent ou pourraient contribuer à l'atteinte des cibles des ODD prioritaires pour le pays, notamment en matière d'inclusion (ODD 1, 5, 10), de capital humain (ODD 3, 4), de gouvernance (ODD 16) et d'innovation (ODD 9).
- Formuler des recommandations stratégiques :** Proposer des recommandations concrètes, pragmatiques et priorisées à l'intention des décideurs politiques burkinabè et de leurs partenaires au développement, afin de maximiser l'impact de la transformation numérique sur le développement durable.



1.3. Méthodologie

L'analyse présentée dans ce rapport repose sur une méthodologie mixte, combinant une revue documentaire approfondie et une analyse comparative. Les cadres conceptuels du PNUD sur le développement humain et la gouvernance démocratique, ainsi que ceux de la Banque Mondiale sur l'économie numérique ("Digital Economy for Africa"), ont servi de grille d'analyse.

Les données quantitatives et qualitatives proviennent de sources crédibles et vérifiables, notamment :

- **Sources internationales** : Rapports des Nations Unies (Enquête sur l'E-Gouvernement 2024), de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement (BAD), de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et du PNUD.
- **Sources nationales** : Documents de stratégie du gouvernement du Burkina Faso (Plan National de Développement Économique et Social - PNDES-II, Stratégie Nationale de Développement de l'Économie Numérique), textes de loi, rapports d'activités des ministères et agences (MTDPCE, ANPTIC), et données de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD).
- **Autres sources** : Publications d'organisations de la société civile, articles de presse spécialisée et travaux de recherche universitaire pour contextualiser les données et illustrer les dynamiques de l'écosystème.

Pour rester conforme aux valeurs de transparence et de fiabilité, les lacunes en matière de données, telles que l'absence de statistiques récentes et désagrégées sur le niveau de compétences numériques de la population, sont explicitement signalées comme des domaines nécessitant une attention future. L'analyse comparative situe systématiquement la performance du Burkina Faso par rapport aux moyennes régionales et à des pays aux profils similaires, afin de mettre en lumière les domaines d'excellence et les retards à combler.



Tableau 1 : Performance Comparative de l'E-Gouvernement (EGDI 2024)

Pays	Classement Mondial	Score EGDI Global	Indice Services en Ligne (OSI)	Indice Infra. Télécom (TII)	Indice Capital Humain (HCI)
Burkina Faso	175	0.2895	0.3376	0.3640	0.1668
Côte d'Ivoire	124	0.5587	0.5219	0.6693	0.4848
Sénégal	135	0.5163	0.4779	0.7329	0.3380
Bénin	148	0.4578	0.5202	0.4817	0.3715
Niger	187	0.2116	0.3084	0.1578	0.1685
Moyenne Afrique	-	0.4247	0,3862	0,4534	0,4346

Sources : Données des Nations Unies, E-Government Survey 2024.¹

Ce tableau offre une vue synoptique qui positionne immédiatement la performance du Burkina Faso. Il révèle non seulement un score global inférieur à la moyenne africaine, mais met surtout en lumière la faiblesse critique de son Indice de Capital Humain (0.1668), qui est nettement inférieur à ses indices d'infrastructure et de services en ligne. Cette donnée est fondamentale car elle indique que le principal obstacle à la transformation numérique du pays n'est pas uniquement technique, mais profondément humain, orientant ainsi les priorités d'intervention vers l'éducation et la formation.



2. Le Cadre Stratégique et Institutionnel de la Transformation Numérique

2.1. Vision, Stratégie Nationale et Leadership

Le Burkina Faso s'est doté d'un cadre stratégique pour piloter sa transformation numérique, témoignant d'une volonté politique claire au plus haut niveau.



La **Stratégie Nationale de Développement de l'Économie Numérique 2018-2027** constitue le document de référence, avec pour vision "d'accompagner la transformation numérique du Burkina Faso, levier essentiel au développement socio-économique".¹² Cette stratégie décennale fixe l'ambition du pays et s'aligne sur les politiques antérieures visant à intégrer les TIC comme un facteur de développement.

Cet engagement est en cohérence avec le référentiel national de développement, le **Plan National de Développement Économique et Social (PNDES-II) 2021-2025**. L'objectif global du PNDES-II est de "rétablir la sécurité et la paix, renforcer la résilience de la nation et transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable et inclusive".¹⁴ Le plan identifie explicitement la transformation numérique comme un enjeu transversal et un défi à relever, notamment à travers le

"développement des infrastructures de communication large bande de qualité" et la "transformation numérique de l'administration publique".¹⁵ L'alignement est particulièrement visible avec l'Axe 2 du PNDES-II, "approfondir les réformes institutionnelles et moderniser l'administration publique", et l'Axe 4, "dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois".¹⁴

2.2. Gouvernance et Coordination

La gouvernance de la transformation numérique est structurée autour de deux entités principales. Le **Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques (MTDPCE)** assure le pilotage stratégique et la mise en œuvre de la politique gouvernementale.¹⁷ Sous le leadership de sa ministre, Dr. Aminata ZERBO/SABANE, le département a enregistré des acquis notables, comme le développement de 59 plateformes numériques (dont 32 mises en ligne) et le renforcement du cadre juridique en 2023 malgré un contexte sécuritaire difficile.¹⁹



Le bras opérationnel de l'État est l'**Agence Nationale de Promotion des TIC (ANPTIC)**. Crée en 2014, elle a pour mission d'assurer la mise en œuvre des grands programmes d'administration électronique.²¹ L'ANPTIC gère des projets d'infrastructures critiques tels que le Réseau Informatique National de l'Administration (RESINA) et le Gouvernement Cloud (G-Cloud), qui sont les fondations techniques de la modernisation de l'État.²²

Bien que cette structure de gouvernance semble claire, l'efficacité de la coordination interministérielle demeure un défi majeur. La production centralisée d'outils numériques par le MTDPCE et l'ANPTIC est une approche efficiente, mais son succès final dépend de l'appropriation de ces outils par les ministères sectoriels (Santé, Éducation, Justice, etc.). Or, cette adoption est souvent freinée par les budgets propres à chaque ministère, le niveau de compétences de leurs agents et leur résistance au changement des processus de travail. *Sans un mécanisme de coordination interministérielle fort, doté d'un mandat clair et de ressources dédiées, le risque de développer des solutions en silos, sous-utilisées ou non interopérables, reste élevé, compromettant ainsi l'approche intégrée ("Whole-of-Government") indispensable à une transformation réussie.*

2.3. Cadre Légal et Réglementaire



Le Burkina Faso a réalisé des avancées significatives en modernisant son cadre juridique pour l'adapter aux enjeux du numérique. Cet arsenal législatif constitue une force indéniable pour bâtir un environnement de confiance.

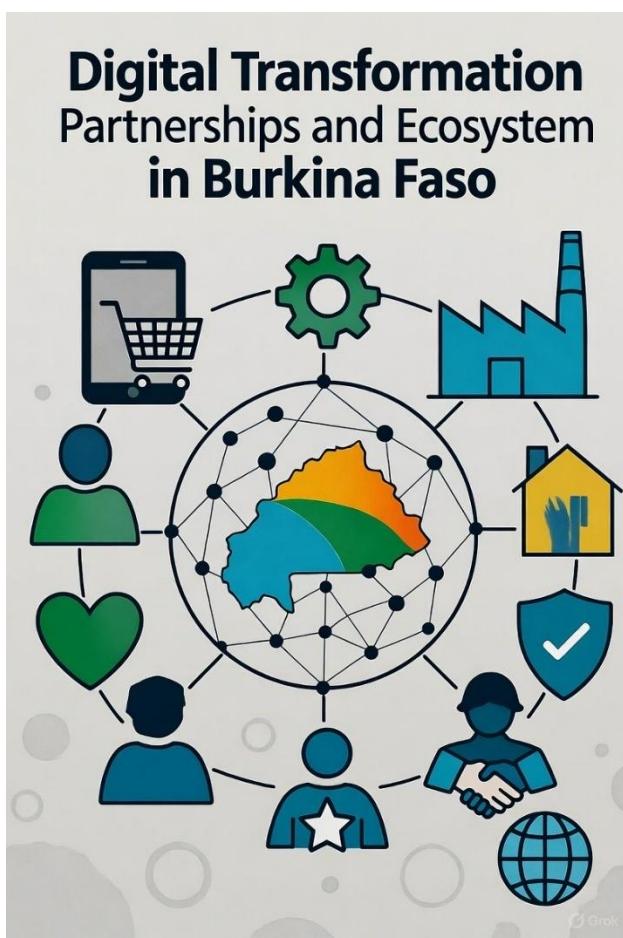
- **Protection des données personnelles :** La **Loi n° 001-2021/AN du 30 mars 2021** établit un cadre moderne aligné sur les standards internationaux.²³ Elle protège les droits et libertés fondamentaux des citoyens en définissant des principes clairs : traitement licite et loyal des données, finalité déterminée, et proportionnalité.²³ Elle consacre les droits des personnes (droit d'accès, de rectification, d'opposition) et impose des obligations de sécurité aux responsables de traitement.²⁴ La loi a également institué la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) comme autorité de contrôle indépendante, chargée de veiller au respect de ces dispositions.²⁵
- **Cybersécurité :** Face à la recrudescence des cyberattaques, le pays s'est doté de la **Loi n° 014-2024/ALT du 09 juillet 2024** portant sécurité des systèmes d'information.²⁷ Cette loi vise à renforcer la protection du cyberspace national en définissant un cadre pour l'identification et la gestion des risques et incidents.²⁸ Elle renforce le rôle de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et impose des obligations précises aux exploitants de systèmes d'information, notamment la conservation des métadonnées de connexion sur le territoire national, une mesure clé pour la souveraineté numérique.²⁸
- **Transactions électroniques :** La **Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009** a posé les



jalons de l'économie numérique en réglementant les services de la société de l'information, y compris le commerce électronique, et en accordant une valeur juridique à la signature électronique et aux documents numériques, condition sine qua non de la dématérialisation des procédures.³⁰

Cette accélération législative est louable. Cependant, elle crée un décalage potentiellement important avec les capacités de mise en œuvre sur le terrain. L'existence de lois avancées ne garantit pas leur application effective. Pour un écosystème décrit comme "jeune" et "en évolution", et compte tenu du faible niveau général de compétences numériques¹, il est fort probable que de nombreuses PME, et même des entités publiques, ignorent leurs nouvelles obligations ou n'aient pas les ressources techniques et humaines pour s'y conformer. Ce fossé entre la norme et la pratique représente un risque non seulement juridique, mais aussi économique, car il peut saper la confiance des citoyens et des investisseurs, qui est le véritable moteur de l'adoption des services numériques.

2.4. Partenariats et Écosystème



avec des startups innovantes dans les domaines de l'e-commerce, de l'agritech et de la fintech, souvent soutenues par des partenaires internationaux comme l'UNCDF.³⁶ La volonté du

La transformation numérique du Burkina Faso est l'affaire d'un écosystème diversifié d'acteurs.

- **Le secteur privé** est dominé par les opérateurs de télécommunications (Orange, Moov Africa, Telecel). *Ils sont les principaux investisseurs dans les infrastructures de connectivité et des contributeurs économiques majeurs, avec un chiffre d'affaires cumulé de plus de 515 milliards FCFA dont 69,51% pour Orange, 22,71% pour Moov et 7,77% pour Telecel en 2024.*³³ Des acteurs comme Orange Burkina ont des plans stratégiques ambitieux pour étendre leur réseau et développer des compétences dans des domaines de pointe comme l'intelligence artificielle.³⁴

- **L'écosystème des startups** est dynamique mais encore embryonnaire et non classé à l'échelle mondiale.³¹ Il fait face à des obstacles structurels : un accès très limité au financement, une infrastructure de base encore inadéquate et une inadéquation entre les compétences issues du système éducatif et les besoins du marché.³² Néanmoins, des signes encourageants émergent,



gouvernement de mettre en place un cadre légal spécifique ("Startup Act") pourrait catalyser ce dynamisme.³⁷

- **La société civile et le monde universitaire** jouent un rôle d'innovation et de plaidoyer, bien que leur contribution soit moins documentée. Des initiatives comme la plateforme de prévention sanitaire "Prevemtic", développée par l'association LINFOMED, illustrent le potentiel d'innovation sociale issu de la société civile.⁴
- **Les partenaires au développement** sont des piliers du financement et de l'assistance technique. La Banque Mondiale, à travers l'IDA, fournit un "appui renforcé" à la transformation numérique, avec des projets dédiés comme le "Burkina Faso Digital Transformation Project".³⁸ La BAD, l'UNCDF et le PNUD sont également très actifs, soutenant des projets allant du déploiement d'infrastructures à l'appui à l'inclusion financière et au renforcement de la gouvernance locale.³

3. Les Piliers Fondamentaux de la Numérisation

3.1. Infrastructure et Connectivité

L'accès à une infrastructure de communication fiable et abordable est le socle de toute transformation numérique. Au Burkina Faso, la situation est marquée par une progression rapide de la pénétration mobile, mais aussi par des inégalités profondes.

Fin 2024, le taux de pénétration global d'Internet a atteint 83.41 %, un chiffre impressionnant tiré quasi exclusivement par l'Internet mobile, dont la densité s'élève à 82.14 %.⁴¹ Cette performance masque cependant des disparités critiques en termes de qualité. Si la couverture du territoire en 2G est relativement bonne (84 % fin 2022), elle chute drastiquement pour les technologies plus récentes : 69.3 % pour la 3G et seulement 41.5 % pour la 4G.³³

Cette statistique révèle une fracture numérique qui n'est plus seulement une question d'accès, mais de plus en plus une question de qualité de l'accès. Une grande partie du pays, notamment les zones rurales, n'a accès qu'à une connectivité de base, suffisante pour la voix et les services financiers simples, mais insuffisante pour les usages plus gourmands en bande passante comme la télémédecine, l'éducation en ligne de qualité ou les services gouvernementaux riches en contenu. Cela crée de fait une citoyenneté numérique à deux vitesses. Cette fracture est accentuée par des disparités géographiques, socio-économiques et de genre. Les données régionales de la GSMA pour l'Afrique subsaharienne indiquent que les populations rurales et les femmes ont un accès et une utilisation de l'internet mobile significativement plus faibles, une tendance qui s'applique très probablement au Burkina Faso.⁴²

Conscient de ce défi, le gouvernement a initié des projets structurants pour y remédier. Un projet doté de 45 millions USD a été lancé pour connecter 750 "zones blanches" (localités sans couverture



réseau) d'ici la fin de l'année 2025.⁴³ Parallèlement, l'ANPTIC poursuit l'extension du réseau administratif RESINA, qui couvrait déjà 93.33 % des chefs-lieux de province en 2020, afin de garantir la connectivité de l'administration sur l'ensemble du territoire.²²

3.2. Capital Humain et Compétences Numériques

Le capital humain est le maillon le plus faible de l'écosystème numérique burkinabè. Le score du pays pour l'Indice du Capital Humain (HCI) dans l'enquête EGDI 2024 est de 0.1668, un niveau extrêmement bas qui constitue le principal frein à la transformation numérique du pays.¹ Ce score reflète des défis structurels profonds en matière d'éducation, comme en témoignent les faibles taux d'alphabétisation des adultes et le nombre moyen d'années de scolarisation.¹ Une évaluation de l'UNCDF en 2021 estimait le score de compétences numériques de la population à seulement 26 %, indiquant une capacité limitée des citoyens à utiliser les outils numériques de manière productive et sécurisée.⁴⁰

Face à ce constat, plusieurs initiatives de renforcement des capacités ont été lancées, mais elles apparaissent souvent fragmentées et insuffisantes au regard de l'ampleur du défi. L'ANPTIC organise des formations techniques pour les informaticiens de l'administration publique²², et le MTDPCE a mis en place des programmes de formation de formateurs.²⁰ Des partenaires comme l'UNESCO appuient également la formation des enseignants à l'usage du numérique.⁴⁵ Cependant, il manque à ce jour une stratégie nationale holistique et ambitieuse dédiée à la littératie numérique de l'ensemble de la population et à la montée en compétences systématique des agents publics.

Une lacune majeure pour le pilotage de politiques efficaces dans ce domaine est l'absence de données statistiques nationales, récentes et détaillées sur le niveau réel de compétences numériques des Burkinabè. La collecte et l'analyse de ces données devraient constituer une priorité absolue.

3.3. Financement de la Transformation Numérique

Le financement de l'agenda numérique du Burkina Faso repose sur une combinaison de ressources publiques, de l'appui des partenaires au développement et d'investissements privés.

Les investissements publics se matérialisent à travers des projets d'envergure, comme le plan de 45 millions USD pour la couverture des zones blanches, qui vise à étendre l'infrastructure de base.⁴³ Bien que les données budgétaires précises pour le secteur numérique au Burkina Faso ne soient pas disponibles, l'engagement financier de l'État est réel.

L'appui des bailleurs de fonds est crucial. La Banque Mondiale, notamment via son Association internationale de développement (IDA), fournit un "appui renforcé" à la transformation numérique du pays.³⁸ Le "Projet d'Accélération de la Transformation Digitale du Burkina Faso" (PACTDIGITAL), documenté en 2023, en est une illustration concrète.²⁰ Le pays a par ailleurs sollicité un prêt de 150 millions de dollars auprès de l'IDA pour un autre projet numérique, signalant l'ampleur des besoins



de financement.⁴⁶

Les Partenariats Public-Privé (PPP) sont également encouragés par le gouvernement comme un mécanisme pour accélérer la réalisation de projets structurants.⁴⁷ Dans le secteur des télécommunications, ce modèle est déjà une réalité, les opérateurs privés étant les principaux investisseurs dans le déploiement et la modernisation des réseaux.

4. Analyse de la Performance du Gouvernement Numérique



4.2. Participation Citoyenne et Gouvernement Ouvert (e-Participation)

La participation citoyenne en ligne, évaluée par l'Indice d'E-Participation de l'ONU, obtient un score de 0.2192 en 2024, classant le pays au 152ème rang mondial.¹ Ce score, également en régression, indique un potentiel encore largement sous-exploité.

Les principales initiatives dans ce domaine concernent le gouvernement ouvert ("Open Data"). Le Burkina Faso dispose de plusieurs portails de données ouvertes, dont la plateforme nationale data.gov.bf, lancée par l'ANPTIC, et un portail soutenu par la Banque Africaine de Développement (burkinafaso.opendataforafrica.org).⁵⁴ Ces plateformes ont pour objectif de rendre les données publiques accessibles et réutilisables par tous, sous des licences ouvertes, afin de promouvoir la transparence, la redevabilité et l'innovation.

La mise à disposition de ces données est une première étape essentielle. Cependant, l'impact réel de



ces initiatives sur le renforcement de la transparence, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance dépend de facteurs cruciaux : la qualité et la granularité des données publiées, la régularité de leur mise à jour, et surtout, leur utilisation effective par la société civile, les journalistes d'investigation, les chercheurs et les entrepreneurs. Les informations disponibles ne permettent pas d'évaluer précisément cet impact à ce stade.

4.3. Efficacité de l'Administration Interne (e-Administration)

Le gouvernement a concentré des efforts importants sur la modernisation de son fonctionnement interne ("back-office"), considérée comme un prérequis à l'amélioration des services rendus aux citoyens. Les deux projets phares de cette modernisation sont le réseau **RESINA**, qui vise à interconnecter tous les bâtiments administratifs via la fibre optique pour un partage sécurisé de l'information, et le **G-Cloud**, un cloud gouvernemental privé pour l'hébergement mutualisé des applications et des sites web de l'administration.²² Ces projets, pilotés par l'ANPTIC, visent à rationaliser les coûts, à renforcer la sécurité et à améliorer l'efficacité opérationnelle de l'Etat. L'ANPTIC a également déployé une messagerie professionnelle unifiée pour les agents publics.²²

Cette stratégie d'investissement dans les fondations techniques est logique et nécessaire. Cependant, elle révèle une tension apparente avec la performance des services visibles par le citoyen ("front-office"). Alors que les infrastructures internes se modernisent, les indicateurs de performance externe, comme les scores OSI et d'E-Participation, sont en baisse.¹

Cette dynamique suggère que le goulot d'étranglement de la transformation numérique s'est déplacé. Il ne réside plus uniquement dans l'infrastructure de base, mais de plus en plus dans la couche applicative et, surtout, humaine. Les investissements dans les "tuyaux" ne se traduisent pas automatiquement par de meilleurs services. L'enjeu est désormais de transformer les processus métiers, de concevoir des services véritablement centrés sur les besoins des usagers, et de renforcer les compétences des agents publics pour qu'ils puissent utiliser ces nouvelles infrastructures afin de créer de la valeur pour le citoyen.



5. Impact de la Transformation Numérique sur les ODD



Source : Sustainable Development Report 2025 – **BURKINA FASO**

L'analyse transversale des initiatives numériques au Burkina Faso révèle des contributions significatives, actuelles et potentielles, à l'atteinte de plusieurs Objectifs de Développement Durable prioritaires.

5.1. Inclusion Sociale et Économique (ODD 1, 5, 8, 10)

Le numérique est un puissant moteur d'inclusion. Les services financiers numériques, notamment le "mobile money", ont révolutionné l'accès aux services financiers pour des millions de Burkinabè exclus du système bancaire traditionnel. En permettant des transferts d'argent, des paiements et de l'épargne via un simple téléphone, ces services contribuent directement à la réduction de la pauvreté (ODD 1), à la formalisation de l'économie et à la promotion du travail décent (ODD 8).⁶ Des études menées en Afrique subsaharienne montrent que les femmes sont des utilisatrices particulièrement actives du mobile money, ce qui renforce leur autonomie économique et contribue à l'égalité des sexes (ODD 5).⁶ De plus, des plateformes numériques comme "Mondjossi" permettent aux artisans et petits entrepreneurs d'accéder à un marché plus large et de construire un historique de transactions, facilitant leur accès futur au crédit formel et réduisant les inégalités (ODD 10).³⁶

5.2. Développement du Capital Humain (ODD 3, 4)

La technologie numérique offre des solutions innovantes pour surmonter les obstacles à l'accès à la santé et à l'éducation.

- e-Santé (ODD 3) :** Dans un pays confronté à une pénurie de personnel de santé, en particulier dans les zones rurales, la télémédecine et les plateformes de consultation en ligne comme "Esante Company" peuvent améliorer l'accès aux diagnostics et aux soins spécialisés.⁵² Les applications mobiles de prévention, telles que "Prevemtic", diffusent des informations sanitaires vitales à grande échelle, contribuant à l'éducation à la santé.⁴ En outre, des systèmes d'information sanitaire comme la plateforme "One Health" renforcent la surveillance



épidémiologique, une composante clé de la sécurité sanitaire.⁵⁷

- **e-Éducation (ODD 4)** : Face à la fermeture de milliers d'écoles en raison de l'insécurité, le numérique est devenu un outil indispensable pour assurer la continuité pédagogique.¹⁰ Le portail national "Faso e-education" met à disposition des élèves et des enseignants des milliers de ressources pédagogiques numériques, des cours scénarisés aux vidéos, pour tous les niveaux d'enseignement.⁵

5.3. Gouvernance, Paix et Justice (ODD 16)

Le numérique peut renforcer la confiance entre les citoyens et l'État, un enjeu crucial dans le contexte actuel.

- **Identité numérique (Cible 16.9)** : Le projet de mise en place d'un identifiant unique électronique pour chaque citoyen est une avancée fondamentale.⁵⁹ Une identité numérique fiable et sécurisée est la pierre angulaire de l'accès aux droits et aux services (programmes de protection sociale, services de santé, vote électronique), garantissant une identité juridique pour tous. La carte nationale d'identité biométrique (CNIB) existante constitue une première étape dans cette direction.⁶¹
- **Transparence et redevabilité (Cibles 16.5, 16.6)** : Les initiatives de gouvernement ouvert, via les portails Open Data qui publient des données publiques, sont des outils potentiels pour accroître la transparence de l'action publique et renforcer la lutte contre la corruption.⁵⁴ La numérisation des procédures administratives réduit également les contacts physiques, limitant les opportunités de corruption.

4.1. Prestation de Services Publics en Ligne (e-Services)

La performance du Burkina Faso en matière de services publics en ligne, mesurée par l'Indice des Services en Ligne (OSI) des Nations Unies, s'établit à 0.3376 en 2024. Ce score, en baisse par rapport aux éditions précédentes de l'enquête, suggère des difficultés à maintenir et à faire évoluer l'offre de services numériques face à des critères d'évaluation de plus en plus exigeants.¹

Néanmoins, des services clés ont été déployés et témoignent d'une dynamique de dématérialisation :

- **État civil** : Des portails dédiés permettent aux citoyens de faire des demandes en ligne pour des extraits d'actes (naissance, mariage, décès) et des certificats de nationalité, simplifiant des démarches auparavant longues et coûteuses.⁴⁸ Le PNUD a d'ailleurs rapporté des réductions spectaculaires des délais de traitement dans les communes bénéficiant de ces outils.³
- **Création d'entreprise** : Le Centre de Formalités des Entreprises (CEFORE) fonctionne comme un guichet unique pour les créateurs d'entreprise. Cependant, le processus n'est que partiellement numérisé et reste long (entre 31 et 49 jours pour un entrepreneur étranger), indiquant une marge de progression importante pour la simplification et l'automatisation.⁵⁰
- **e-Santé et e-Éducation** : L'innovation dans ces secteurs est souvent portée par des acteurs privés ou associatifs. Des plateformes comme "Esante Company" offrent des services de



télémédecine et de gestion de dossiers médicaux, tandis que "Prevemtic" se concentre sur la prévention.⁴ Dans le secteur de l'éducation, le portail gouvernemental "Faso e-education" met à disposition des ressources pédagogiques pour tous les niveaux, un outil essentiel pour la continuité éducative dans un contexte de crise sécuritaire.⁵

L'approche "Whole-of-Government" (gouvernementale intégrée) est soutenue par des infrastructures mutualisées comme le réseau RESINA et la plateforme G-Cloud gérés par l'ANPTIC.²² Ces fondations techniques visent à favoriser la cohérence et l'interopérabilité. Toutefois, la baisse du score OSI et la prolifération d'initiatives sectorielles distinctes suggèrent que la coordination et l'intégration des systèmes demeurent des défis majeurs. L'orientation vers l'usager est visible dans la conception de certains portails, mais leur accessibilité réelle reste limitée par la fracture numérique et les faibles compétences de la population.

5.4. Infrastructures Durables et Innovation (ODD 9)

La transformation numérique est intrinsèquement liée à l'ODD 9. Le déploiement d'infrastructures de communication résilientes, comme la fibre optique et les réseaux mobiles, et les efforts pour couvrir les zones blanches sont des investissements directs dans la réalisation de la cible 9.1.⁴⁴ Parallèlement, le soutien à l'écosystème de l'innovation, à travers la création d'incubateurs comme KEOLID et la préparation d'un "Startup Act", vise à stimuler la recherche et le développement et à encourager l'émergence d'entreprises technologiques locales, contribuant ainsi à la cible 9.5.²²

5.5. Action Climatique et Environnement (ODD 13, 15)

Les technologies numériques, en particulier les données géospatiales, jouent un rôle de plus en plus important dans la gestion de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. Au Sahel, où les chocs climatiques comme les sécheresses sont récurrents, les systèmes d'alerte précoce sont vitaux. Des projets comme le "Pastoral Early Warning System" (PEWS), soutenu par la Banque Mondiale, et les initiatives du programme SERVIR West Africa utilisent des images satellites pour surveiller en temps réel la biomasse végétale, la disponibilité des points d'eau et d'autres indicateurs agro-climatiques.⁶² Ces informations permettent d'anticiper les crises alimentaires et de renforcer la résilience des communautés agricoles et pastorales face aux effets du changement climatique (Cible 13.1).⁶⁴

6. Analyse SWOT et Recommandations Stratégiques

6.1. Analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces)

Cette analyse synthétise les facteurs internes et externes qui façonnent la trajectoire de la



transformation numérique au Burkina Faso.

- **Forces :**

- **Volonté politique et vision stratégique** : L'existence d'une stratégie nationale dédiée (2018-2027) et d'un ministère de plein exercice (MTDPCE) témoigne d'un engagement politique fort et d'une vision claire.¹²
- **Cadre réglementaire modernisé** : L'adoption récente de lois sur la protection des données (2021) et la cybersécurité (2024) aligne le pays sur les standards internationaux, créant un environnement propice à la confiance numérique.²³
- **Fondations d'infrastructures publiques** : Le déploiement d'infrastructures mutualisées comme le réseau administratif RESINA et le G-Cloud constitue un atout majeur pour la modernisation interne de l'État.²²
- **Dynamisme du secteur mobile** : Un taux de pénétration mobile élevé et un écosystème de services financiers numériques en pleine croissance constituent un puissant levier d'inclusion.⁷

- **Faiblesses :**

- **Déficit critique en capital humain** : Le score extrêmement bas de l'Indice de Capital Humain (0.1668) est le principal goulot d'étranglement, limitant à la fois l'offre et la demande de services numériques.¹
- **Fracture numérique qualitative** : Au-delà de l'accès, une fracture profonde persiste en termes de qualité de la connectivité (faible couverture 4G), de coût et de disparités entre zones urbaines/rurales et entre genres.³³
- **Maturité limitée des services publics en ligne** : La baisse des scores OSI et d'E-Participation indique des difficultés à développer et maintenir une offre de services numériques de qualité, intégrée et centrée sur l'usager.¹
- **Écosystème d'innovation fragile** : Les startups locales sont confrontées à un manque criant de financement d'amorçage et à un environnement des affaires encore difficile.³²

- **Opportunités :**

- **Dividende démographique** : La population majoritairement jeune du pays représente un potentiel énorme d'adoption rapide des technologies numériques si elle est correctement formée.
- **Soutien des partenaires internationaux** : L'appui financier et technique conséquent de partenaires comme la Banque Mondiale, la BAD et le PNUD offre une opportunité d'accélérer les investissements structurants.⁹
- **Potentiel d'innovation "frugale"** : Le contexte de ressources limitées peut stimuler le développement de solutions technologiques "mobile-first", peu coûteuses et adaptées aux réalités locales.
- **Intégration régionale** : L'appartenance à des espaces économiques comme l'UEMOA et l'AES peut faciliter l'harmonisation des réglementations et l'accès à un marché plus vaste pour les entreprises numériques.

- **Menaces :**



- **Crise sécuritaire et instabilité** : L'insécurité persistante entrave le déploiement et la maintenance des infrastructures, limite l'accès aux services dans de vastes régions et détourne des ressources qui pourraient être allouées au numérique.¹⁰
- **Menaces cybernétiques croissantes** : La numérisation accrue de la société et de l'État expose le pays à des risques de cyberattaques plus nombreux et plus sophistiqués.²⁷
- **Pauvreté et coût de l'accès** : Le coût des terminaux (smartphones) et des données mobiles reste prohibitif pour une large frange de la population, constituant une barrière économique majeure à l'inclusion numérique.⁴²

6.2. Recommandations pour le Gouvernement

Les recommandations suivantes sont priorisées pour permettre au gouvernement de capitaliser sur ses forces tout en s'attaquant à ses faiblesses structurelles.

- **Actions prioritaires à court terme (1-2 ans)** :

1. **Lancer un "Plan National d'Urgence pour la Littératie Numérique"** : Mettre en œuvre un programme de formation de masse, via des canaux mobiles et des radios communautaires, pour enseigner les compétences numériques de base (utilisation d'un smartphone, navigation sécurisée, usage des services financiers mobiles et des e-services clés) en ciblant prioritairement les jeunes non scolarisés, les femmes en milieu rural et les agents publics de premier contact.
2. **Accélérer le projet "Zones Blanches" avec une priorisation humanitaire** : Orienter le déploiement des 750 nouveaux sites de connectivité vers les localités accueillant un grand nombre de personnes déplacées internes (PDI), afin d'assurer leur accès aux services essentiels, à l'information et aux programmes d'aide humanitaire.
3. **Adopter et opérationnaliser un "Startup Act"** : Mettre en place un cadre juridique et fiscal incitatif pour les jeunes entreprises innovantes, incluant des exonérations fiscales, un accès facilité aux marchés publics et la simplification des procédures administratives, afin de stimuler l'écosystème local.

- **Actions structurantes à moyen terme (3-5 ans)** :

4. **Réformer les curricula éducatifs** : Intégrer de manière systématique et obligatoire l'enseignement des compétences numériques, de la pensée computationnelle et de la citoyenneté numérique à tous les niveaux du système éducatif, du primaire au supérieur, y compris dans la formation professionnelle.
5. **Établir et imposer un Cadre National d'Interopérabilité** : Développer un référentiel technique et sémantique obligatoire pour tous les systèmes d'information du secteur public, et créer une autorité de gouvernance des données chargée de son application pour garantir l'échange fluide et sécurisé d'informations entre les ministères.
6. **Développer un Programme National d'Identité Numérique Inclusive** : Concevoir un système d'identité numérique souverain, fondé sur les principes de protection de la vie privée dès la conception ("privacy by design"), accessible via des canaux multiples (y compris pour les personnes sans smartphone ou analphabètes) et servant de socle pour un accès sécurisé et unifié à tous les services publics et privés.



6.3. Recommandations pour les Partenaires au Développement

Pour maximiser l'impact de leur soutien, les partenaires au développement sont invités à orienter leurs interventions vers les domaines suivants :

- Appuyer la mise en œuvre réglementaire** : Concentrer l'assistance technique sur le renforcement des capacités opérationnelles des nouvelles autorités de régulation, notamment la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) et l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI). Cela inclut la formation de leurs experts, la mise en place de leurs outils techniques et le soutien à leurs campagnes de sensibilisation.
- Catalyser le financement de l'innovation** : Soutenir la création d'un fonds d'amorçage public-privé dédié au financement des startups numériques en phase de démarrage. Cet appui pourrait prendre la forme d'une assistance technique pour la structuration du fonds et d'un investissement initial pour attirer des capitaux privés.
- Soutenir la prise de décision basée sur les données** : Financer la réalisation d'enquêtes nationales approfondies pour mesurer précisément la fracture numérique (accès, usage, compétences, accessibilité financière) et l'impact réel des e-services. Ces données probantes sont indispensables pour affiner les stratégies et mieux cibler les interventions futures.

Tableau 2 : Matrice des Recommandations Stratégiques

N°	Recommandation	Acteur Principal	Entités Spécifiques	Hori-zon	ODD Ciblés	Justification (basée sur l'analyse)
1	Lancer un Plan National d'Urgence pour la Littératie Numérique	Gouver-nement	MTDPCE, Ministère de l'Éducation	Court	4, 5, 8, 10	Faiblesse critique du capital humain (HCI de 0.1668) identifiée comme le principal frein.
2	Accélérer le projet "Zones Blanches" avec une priorisation humanitaire	Gouver-nement	MTDPCE, ANPTIC	Court	1, 10, 16	Fracture numérique qualitative et crise humanitaire nécessitant un accès prioritaire pour les PDI.
3	Adopter et opérationnaliser un "Startup Act"	Gouver-nement	MTDPCE, Ministère des Finances	Court	8, 9	Écosystème d'innovation fragile nécessitant un cadre incitatif pour libérer son potentiel.



N°	Recommandation	Acteur Principal	Entités Spécifiques	Hori-zon	ODD Ciblés	Justification (basée sur l'analyse)
4	Réformer les curricula éducatifs pour intégrer le numérique	Gouvernement	Ministère de l'Éducation	Moyen	4	Nécessité d'une solution structurelle et à long terme au déficit de compétences numériques.
5	Établir et imposer un Cadre National d'Interopérabilité	Gouvernement	MTDPCE, ANPTIC	Moyen	9, 16	Faible maturité des e-services due au développement en silos ; besoin d'une approche intégrée.
6	Développer un Programme National d'Identité Numérique Inclusive	Gouvernement	MTDPCE, MATDS	Moyen	16.9, 1, 3, 4	L'identité numérique est le socle de la confiance et de l'accès sécurisé à tous les services.
7	Renforcer les capacités des régulateurs (CIL, ANSSI)	Partenaire	PNUD, Banque Mondiale, UE	Court/ Moyen	16	Le cadre légal moderne ne sera efficace que si les régulateurs ont les moyens de l'appliquer.
8	Soutenir un fonds d'amorçage pour les startups	Partenaire	BAD, UNCDF, Banque Mondiale	Moyen	8, 9	Le manque de financement est un obstacle majeur identifié pour l'écosystème des startups.
9	Financer la collecte de données sur la fracture numérique	Partenaire	PNUD, UIT, Banque Mondiale	Court	17	Manque de données précises pour un pilotage efficace des politiques publiques numériques.



7. Conclusion

L'analyse menée dans ce rapport dresse le portrait d'un pays à la croisée des chemins. Le Burkina Faso a incontestablement posé des fondations stratégiques, institutionnelles et réglementaires importantes pour sa transformation numérique. La volonté politique est affirmée, et des infrastructures nationales structurantes sont en cours de déploiement. Ces efforts sont essentiels et doivent être salués.

Cependant, un fossé considérable demeure entre l'ambition affichée et la réalité vécue par la majorité des citoyens. La performance du pays dans les classements internationaux stagne, voire régresse, et l'impact de la numérisation sur le développement reste en deçà de son potentiel. L'analyse a identifié trois goulets d'étranglement majeurs qui expliquent cette situation : un déficit critique et structurel de capital humain et de compétences numériques ; une fracture numérique persistante qui est de plus en plus une question de qualité et de coût de l'accès plutôt que de simple disponibilité ; et un contexte sécuritaire et humanitaire dégradé qui complique le déploiement des infrastructures et l'accès aux services dans de vastes portions du territoire.

Pour l'avenir, la vision prospective doit s'articuler autour d'un changement de paradigme. Il est impératif de passer d'une approche jusqu'ici largement axée sur la technologie et l'infrastructure à une approche résolument centrée sur l'humain, les usages et l'impact. La réussite de la transformation numérique au Burkina Faso ne se mesurera pas au nombre de kilomètres de fibre optique déployés ou de plateformes lancées, mais à sa capacité à améliorer concrètement la vie des Burkinabè, en particulier les plus vulnérables. Pour que le gouvernement numérique devienne un véritable levier d'accélération des ODD, il doit être inclusif, en ne laissant personne de côté ; sécurisé, en protégeant les données et les droits des citoyens ; et pertinent, en répondant de manière simple et efficace aux besoins fondamentaux de la population, et en renforçant l'imputabilité de l'Etat. C'est en plaçant le citoyen au cœur de sa stratégie que le Burkina Faso pourra transformer le défi numérique en une opportunité de résilience, de progrès et de développement durable.



Annexes

Bibliographie et webographie

- Agence Ecofin. (2024, Octobre 14). *Burkina Faso : les opérateurs de téléphonie s'engagent à améliorer leurs services.*
- Agence Ecofin. (2025, Juillet 18). *Le Burkina Faso prépare un cadre légal pour soutenir ses start-up.*
- Agence Ecofin. (2025, Octobre 1). *Le Burkina Faso lance un projet de 45 millions USD pour réduire la fracture numérique en 2025.*
- Banque Africaine de Développement. (2024). *Rapport Pays 2024 - Burkina Faso.*
- Banque Mondiale. (2024, Janvier 23). *Burkina Faso : un appui renforcé à la transformation numérique.*
- Banque Mondiale. (2023, Septembre 7). *Project Information Document - Burkina Faso Digital Transformation Project - P177022.*
- Gouvernement du Burkina Faso. (2021). *Loi n° 001-2021/AN du 30 mars 2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.*
- Gouvernement du Burkina Faso. (2024). *Loi n° 014-2024/ALT du 09 juillet 2024 portant sécurité des systèmes d'information au Burkina Faso.*
- Gouvernement du Burkina Faso. (2009). *Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso.*
- Gouvernement du Burkina Faso. (2018). *Stratégie Nationale de Développement de l'Economie Numérique 2018-2027.*
- Gouvernement du Burkina Faso. (2021). *Plan National de Développement Économique et Social 2021-2025 (PNDES-II).*
- Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales. (2024). *UN E-Government Survey 2024: Accelerating Digital Transformation for Sustainable Development.*
- PNUD. (2023). *Rapport Annuel PNUD – Burkina Faso 2022.*
- UNCDF. (2021, Mai 17). *Un Nouvel Outil pour la Transformation Digitale au Burkina Faso.*

Principaux indicateurs de performance numérique

- **Score EGDI 2024 :** 0.2895 (175ème/193)
- **Score Indice Services en Ligne (OSI) 2024 :** 0.3376
- **Score Indice Infrastructure Télécom (TII) 2024 :** 0.3640
- **Score Indice Capital Humain (HCI) 2024 :** 0.1668
- **Score E-Participation 2024 :** 0.2192 (152ème/193)
- **Taux de pénétration Internet (fin 2024) :** 83.41 %
- **Taux de couverture du territoire 4G (fin 2022) :** 41.5 %



Sources internet

1. Burkina Faso - EGOVKB | United Nations > Data > Country Information :
<https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/Data/Country-Information/id/27-Burkina-Faso>
2. Data Center : <https://publicadministration.un.org/egovkb/en-us/data-center>
3. rapport annuel pnuad - burkina faso 2022 - United Nations Development Programme :
https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-02/rapport_annuel_2022_11oct.pdf
4. Burkina/ Promotion du bien-être par la e-santé : « Prevemtic », la nouvelle plateforme de prévention des maladies par les TIC officiellement lancée - leFaso.net :
<https://lefaso.net/spip.php?article135401>
5. Faso e-education - Accueil : <https://fasoeducation.bf/>
6. (PDF) Mobile Money and Financial Inclusion: The Role of Institutional Quality :
https://www.researchgate.net/publication/377699032_Mobile_Money_and_Financial_Inclusion_The_Role_of_Institutional_Quality
7. Financial inclusion in Sub-Saharan Africa: The case of mobile money - EconStor :
<https://www.econstor.eu/bitstream/10419/323164/1/1922052027.pdf>
8. Burkina Faso Vue d'ensemble - Banque mondiale :
<https://www.banquemonde.org/fr/country/burkinafaso/overview>
9. rapport pays 2024 - burkina faso :
https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/new_vesrion_afdb_rapp ort_pays_2024_burkina_faso_impliser_la_transformation_structurelle_du_burkina_faso_par_la_reforme_de_larchitecture_financiere_mondiale.pdf
10. Burkina Faso Country Report 2024 - BTI Transformation Index : <https://btiproject.org/en/reports/country-report/BFA>
11. N/D
12. Stratégie Nationale de Développement de l'Economie Numérique 2018-2027 :
https://www.mdenp.gov.bf/fileadmin/user_upload/storages/documents/Strategie_Nationale_de_Développement_de_l_Economie_Numerique_2018-2020.pdf
13. Stratégie Nationale de Développement de l'Economie Numérique 2018-2027 :
https://www.mdenp.gov.bf/fileadmin/user_upload/storages/documents/Strategie_Nationale_de_Développement_de_l_Economie_Numerique_2018-2020.pdf
14. Cohérence du Plan national de développement 2021-2025 avec le Programme d'action de Vienne :
https://www.un.org/ohrlls/sites/www.un.org.ohrlls/files/session_3_didier_kambou_burkin_a_faso.pdf
15. Plan national de développement économique et ... - finance.gov.bf :
https://www.finances.gov.bf/fileadmin/user_upload/storage/PNDES-II_Document_de_Strategie.pdf
16. PNDES-II : UN PLAN AMBITIEUX POUR UN BURKINA PROSPERE - Ministère des finances : https://www.finances.gov.bf/forum/detail-actualites?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=359&cHash=35b6bdc4452d9558d3c0547699a9ea8a
17. Contact - Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques : <https://www.mdenp.gov.bf/contact>
18. Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques —



Government Body from Burkina Faso - Development Aid :
<https://www.developmentaid.org/organizations/view/517576/ministere-de-la-transition-digitale-des-postes-et-des-communications-electroniques>

19. Ministre - Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques : <https://www.mdenp.gov.bf/ministere/ministre>
20. Burkina Faso : Le ministère de la Transition digitale veut poursuivre la dynamique de dématérialisation des services de l'administration publique - leFaso.net :
<https://lefaso.net/spip.php?article129056>
21. l'ANPTIC : <https://anptic.gov.bf/>
22. RAPPORT ANNUEL - rtrsi : https://www.assises-resina.gov.bf/images/Rapport_annuel_2020_ANPTIC_Version_finale_septembre_2021_compressed-2.pdf
23. DECRET N° 2021-0276/PRES promulguant la loi n° 001-2021/AN du 30 mars 2021 portant protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel - AFAPDP : <https://www.afapdp.org/wp-content/uploads/2021/06/Decret-2021-0276-promulguant-la-loi-n001-2021-du-30-mars-2021-portant-protection-des-personnes-a-legard-du-traitement-des-donnees-a-caratere-personnel.pdf>
24. Burkina Faso Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel - ILO NATLEX Database :
<https://natlex.ilo.org/dyn/natlex2/natlex2/files/download/113778/BFA-113778.pdf>
25. LOI N°001-2021/AN - Académie de Police Burkina Faso :
<https://academiedepolice.bf/index.php/telechargement/category/43-cybercriminalite?download=201:loi-n-001-2021-an-portant-sur-la-protection-des-donnees-a-caractere-personnel>
26. CHARTE DE PROTECTION DES PERSONNES A L'EGARD DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - Banque Atlantique :
<https://www.banqueatlantique.net/wp-content/uploads/2023/01/Donnees-a-caractere-personnel-Burkina-Faso.pdf>
27. Le Burkina intensifie ses efforts en faveur de la cybersécurité - Agence Ecofin :
<https://www.agenceecofin.com/actualites-numerique/0307-129743-le-burkina-intensifie-ses-efforts-en-faveur-de-la-cybersecurite>
28. Loi portant système des Sécurité d'Information - Ministère de la Transition Digitale :
https://www.mdenp.gov.bf/fileadmin/user_upload/storages/documents/administratifs/loi_014_systeme_d_information.pdf
29. Burkina Faso. Une nouvelle loi pour la cybersécurité - Pouvoirs d'Afrique :
<https://pouvoirsafrique.com/article/1197/bburkina-faso-une-nouvelle-loi-pour-la-cybersecuriteb>
30. Loi portant réglementation des services et des transactions ... :
<https://academiedepolice.bf/index.php/telechargement/category/43-cybercriminalite?download=53:loi-relative-a-la-reglementataion-des-services-et-des-transactions-electroniques-au-burkina-faso>
31. Burkina Faso Startup Ecosystem - Rankings, Startups, and Insights - StartupBlink :
<https://www.startupblink.com/startup-ecosystem/burkina-faso>
32. Burkina Faso Startup Ecosystem - Upseed : <https://www.upseed.co/burkina-faso/>
33. Burkina : Voici la contribution des opérateurs de téléphonie à l'économie nationale :
<https://www.arcep.bf/observatoire/>
34. Orange Burkina unveils a five-year plan to strengthen its market position | Extensia Ltd :



<https://extensia.tech/orange-burkina-unveils-a-five-year-plan-to-strengthen-its-market-position/>

35. Orange Burkina dévoile un plan de cinq ans pour renforcer sa position sur le marché :
<https://www.agenceecofin.com/actualites-numerique/0705-128158-orange-burkina-devoile-un-plan-de-cinq-ans-pour-renforcer-sa-position-sur-le-marche>
36. Burkina Faso: des innovations digitales pour la résilience économique et climatique :
<https://www.uncdf.org/fr/article/6094/burkina-faso-des-innovations-digitales-pour-la-resilience-economique-et-climatique>
37. Le Burkina Faso prépare un cadre légal pour soutenir ses start-up - Agence Ecofin :
<https://www.agenceecofin.com/actualites-finance/1807-130211-le-burkina-faso-prepare-un-cadre-legal-pour-soutenir-ses-start-up>
38. Burkina Faso : un appui renforcé à la transformation numérique - Banque mondiale :
<https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2024/01/23/afw-burkina-faso-scaled-up-support-for-digital-transformation>
39. Project Information Document - Burkina Faso Digital Transformation Project - P177022 :
<https://documents.banquemonde.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099090723122531370>
40. Un Nouvel Outil pour la Transformation Digitale au Burkina Faso :
<https://www.uncdf.org/fr/article/6874/a-new-tool-for-digital-transformation-in-burkina-faso>
41. Burkina Faso : En fin d'année 2024, le taux de pénétration de la population en matière d'accès à Internet a atteint 83,41 - Horonya finance :
<https://horonyafinance.com/2025/06/15/burkina-faso-en-fin-dannee-2024-le-taux-de-penetration-de-la-population-en-matiere-dacces-a-internet-a-atteint-8341/>
42. The State of Mobile Internet Connectivity 2024 - GSMA : <https://www.gsma.com/r/wp-content/uploads/2024/10/The-State-of-Mobile-Internet-Connectivity-Report-2024.pdf>
43. Le Burkina Faso lance un projet de 45 millions USD pour réduire la fracture numérique en 2025 - Agence Ecofin : <https://www.agenceecofin.com/actualites-numerique/0110-131963-le-burkina-faso-lance-un-projet-de-45-millions-usd-pour-reduire-la-fracture-numerique-en-2025>
44. Burkina Faso : un plan de 45 millions de dollars pour connecter les zones blanches en 2025 :
<https://afriqueitnews.com/finance/burkina-faso-plan-45-millions-dollars-connecter-zones-blanches-2025/>
45. Transformation numérique pour l'éducation au Burkina Faso : l'INFPE - UNESCO :
<https://www.unesco.org/fr/articles/transformation-numerique-pour-leducation-au-burkina-faso-linfpe-recoit-des-equipements-informatiques>
46. La Banque mondiale compte investir 2,48 milliards \$ dans le numérique en Afrique :
<https://www.wearetech.africa/fr/fils/actualites/tech/la-banque-mondiale-compte-investir-2-48-milliards-dans-le-numerique-en-afrique>
47. Burkina : le partenariat public-privé se renforce pour accélérer les projets structurants :
<https://lefaso.net/spip.php?article140127>
48. ECERTIFICAT-NATIONALITE : <https://ecertificat-nationalite.gov.bf/>
49. Etat Civil Burkina : <https://services-etatcivil.gov.bf/>
50. Crédit d'entreprise au Burkina Faso - Legafrik : <https://www.legafrik.com/bf/index.html>
51. S'enregistrer comme commerçant étranger en ligne - Business Procédures - Burkina Faso :
<https://businessprocedures.bf/procedure/1117?l=fr&includeSearch=true>
52. Esante Company | Consultation en ligne, Rendez-vous médical en ligne, Prescription



- d'ordonnance en ligne, Disponible 24/7 : <https://esante.company/>
53. Faso e-education - Service Public de l'Administration Burkinabè :
<https://www.servicepublic.gov.bf/eservice/faso-e-education>
54. Burkina Faso Open Data : <https://burkinafaso.opendataforafrica.org/wvzjeog?lang=en>
55. Data.gov.bf - Data Portals : <https://dataportals.org/portal/data-gov-bf/>
56. Vulgarisation des politiques, projets et programmes du MTDPCE auprès du RJPEN :
l'ANPTIC aborde l'interconnexion des bâtiments administratifs au RESINA - Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques :
https://www.mdenp.gov.bf/details?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=542&cHash=c5a5703a8e76789bc8a01394596c964d
57. La plateforme électronique « One Health » du Burkina Faso - MEASURE Evaluation :
<https://www.measureevaluation.org/resources/publications/gr-19-100-fr.html>
58. Journées des statistiques de l'éducation nationale: la quête constante d'amélioration de la production des données | Quotidien Sidwaya : <https://www.sidwaya.info/journees-des-statistiques-de-leducation-nationale-la-quete-constante-damelioration-de-la-production-des-donnees/>
59. Burkina Faso : vers un identifiant unique électronique pour tous - We Are Tech Africa :
<https://www.wearetech.africa/fr/fils/actualites/tech/burkina-faso-vers-un-identifiant-unique-electronique-pour-tous>
60. Le Burkina Faso se dote d'un système d'identification électronique – NSD RADIO :
<https://www.nsdradio.com/2024/10/11/le-burkina-faso-se-dote-dun-systeme-didentification-electronique/>
61. cnib - Office Nationale d'Identification (ONI) : <https://oni.bf/nos-prestations/cnib/>
62. SERVIR | West Africa: SERVIR : <https://servir.icrisat.org/>
63. Scaleup of the Pastoral Early Warning System - World Bank :
<https://www.worldbank.org/en/data/statistical-capacity-building/data-innovation-fund/scaleup-of-the-pastoral-early-warning-system>
64. Burkina Faso - CREWS Initiative : <https://crews-initiative.org/project/burkina-faso-strengthening-national-capacities-early-warning-system-service-delivery/>
65. NASA's new mission: improving food security in West Africa - PreventionWeb.net :
<https://www.preventionweb.net/news/nasas-new-mission-improving-food-security-west-africa>



L'ONG GOODWILL AFRIKA cherche à promouvoir en Afrique, des politiques publiques qui s'inscrivent dans le nouveau cadre mondial de coopération et utilisent le Développement Durable, les ODD et leurs cibles comme cadre conceptuel de référence et de résultat.

PNUD : «*Les technologies numériques ont un potentiel considérable pour faire progresser la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Cependant, les approches numériques doivent être mises en œuvre de manière responsable et fondée sur les droits, afin qu'elles puissent profiter à tous, partout dans le monde.*» (Robert Opp Chief Digital Officer, UNDP)